



Numéro PPQ/6977

mercredi 10 décembre 2014

## Les grands titres:

- Lesotho : l'ONU se félicite de l'annonce d'élections en février 2015
- « Chaque jour est la Journée des droits de l'homme », selon l'ONU
- L'ONU appelle à intensifier les efforts de prévention de la violence à l'échelle mondiale
- Avec près de 350.000 boat people en 2014, le HCR appelle à sauver des vies
- Le Fonds vert pour le climat franchit le cap des 10 milliards de dollars
- L'ONU anticipe un retour à la croissance économique mondiale
- Afrique centrale : le Conseil de sécurité reste préoccupé par la menace posée par la LRA
- L'ONU lance la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine

## Lesotho : l'ONU se félicite de l'annonce d'élections en février 2015



Le Secrétaire général Ban Ki-moon,  
Photo ONU/Mark Garten

**10 décembre** - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a pris note de l'annonce faite récemment par le Roi Letsie III du Lesotho selon laquelle des élections nationales auront lieu le 28 février 2015.

« Le Secrétaire général se félicite des progrès réalisés jusqu'ici dans les efforts pour faire respecter les principes démocratiques et assurer la restauration de la stabilité politique et de la sécurité dans le Royaume », a dit son porte-parole dans une déclaration à la presse publiée mardi soir.

M. Ban « encourage tous les dirigeants Basotho à respecter la Déclaration de facilitation de Maseru et à travailler ensemble dans un esprit de compromis pour assurer un environnement propice à des élections pacifiques et crédibles », a-t-il ajouté.

Le Secrétaire général a salué le leadership démontré par la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) pour faciliter un accord sur un retour de la situation politique à la normale.

« Il réaffirme l'engagement continu des Nations Unies à soutenir les efforts du gouvernement et du peuple du Lesotho pour consolider la paix dans le Royaume », a dit son porte-parole.



## « Chaque jour est la Journée des droits de l'homme », selon l'ONU



**10 décembre** - La portée universelle des droits de l'homme ne devrait pas être cantonnée à une seule journée, mais étendue à l'ensemble de l'année, ont déclaré mercredi de hauts responsables des Nations Unies à l'occasion de la Journée des droits de l'homme.

Organisée sous l'égide du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, cette événement annuel commémorant l'adoption par l'Assemblée générale des Nations Unies de la Déclaration universelle des droits de l'homme est placée cette année sous le slogan « Droits de l'homme, 365 jours par an », soit l'idée « que chaque jour est la Journée des droits de l'homme ».

« En cette Journée des droits de l'homme, nous faisons entendre notre voix », a déclaré à cette occasion le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon. « Nous affirmons que les droits de l'homme sont notre apanage à tous, en toutes circonstances : qui que nous soyons, quelles que soient notre origine, notre classe sociale, nos opinions et notre orientation sexuelle ».

« Les violations des droits de l'homme ne sont pas seulement des tragédies personnelles », a ajouté M. Ban. « Elles sont des signaux d'alarme qui peuvent nous avertir de l'imminence d'une crise bien plus grande ».

Le Secrétaire général a expliqué qu'en réponse à ces « signaux alarmes », l'initiative des Nations Unies « Les droits humains avant tout », lancée en 2013, a tenté d'anticiper les violations des droit de l'homme avant qu'elles ne dégénèrent en atrocités de masse ou crimes de guerre, tout en faisant progresser la lutte contre l'injustice, l'intolérance et l'extrémisme.

Cette initiative comprend la formation du personnel des Nations Unies à la promotion et au respect des droits de l'homme ; l'octroi aux États membres des informations requises pour les aider à faire face aux violations à l'encontre des droits de l'homme ; et la sensibilisation du personnel des Nations Unies déployé à travers le monde aux situations présentant un risque grave de violations des droits de l'homme.

Dans un communiqué rendant hommage à cette Journée, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a relayé l'appel lancé par le chef de l'ONU, soulignant notamment la capacité de la Déclaration universelle à «changer le monde ».

« Les droits de l'homme ne sont pas spécifiques à tel ou tel pays. Ils ne sont ni une récompense pour bonne conduite ni spécifiques à une certaine époque ou à un groupe social en particulier. Ce sont des droits inaliénables applicables à tous, en tout temps et en tout lieu, 365 jours par an », a affirmé M. Zeid.

Dans le cadre de cette journée de célébration, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a lancé une campagne médiatique incitant le public à expliquer dans des vidéos d'une durée de six secondes sur le réseau social Vine pourquoi il est important de faire respecter les droits de l'homme 365 jours par an. Les vidéos ainsi obtenues seront ensuite publiées sur le site internet du Haut-Commissariat.

« Ensemble, nous devons exiger ce qui devrait être garanti : le respect de nos droits de l'homme, universels, indivisibles, inaliénables, pour tous, 365 jours par an », a affirmé en conclusion le Haut-Commissaire.

## L'ONU appelle à intensifier les efforts de prévention de la violence à l'échelle mondiale



**RAPPORT DE SITUATION MONDIAL 2014 SUR LA PRÉVENTION DE LA VIOLENCE**

Rapport de situation mondial 2014 sur la prévention de la violence. Crédits: OMS, PNUD, ONUDC

**10 décembre** - Près de 475 000 personnes ont été assassinées en 2012 et l'homicide est la troisième cause de décès dans le monde chez l'homme de 15 à 44 ans, révèle un nouveau rapport de l'ONU rendu public mercredi, mettant en lumière la nécessité urgente d'adopter une action plus décisive pour prévenir la violence.

Cette étude, intitulée « Rapport de situation mondiale 2014 sur la prévention de la violence » et publiée conjointement par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le Programme de développement des Nations Unies (PNUD) et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), fait état de statistiques alarmantes.

Malgré les éléments indiquant que les taux d'homicide ont diminué de 16% à l'échelle mondiale entre 2000 et 2012, selon le rapport, un enfant sur quatre a été victime de violences physiques ; une fille sur cinq a fait l'objet de violences sexuelles ; et une femme sur trois est victime au cours de sa vie de violences physiques et/ou sexuelles exercées par des partenaires intimes.

« Nous savons pourtant ce qui fonctionne pour prévenir la violence dans nos foyers et nos écoles, sur nos lieux de travail, sur les aires de jeu et dans nos rues », a déclaré à l'occasion de la publication de l'étude Margaret Chan, Directeur général de l'OMS. « Nous devrions prendre exemple sur les États qui ont montré que l'on pouvait réussir à réduire la violence en prenant les mesures nécessaires ».

Le rapport indique en effet que seul un tiers des 133 pays sur lesquels des données ont été recueillies mettent en œuvre des initiatives de grande ampleur pour prévenir la violence, comme les programmes de prévention du harcèlement, les visites d'infirmières dans les familles vulnérables et la fourniture d'un soutien aux personnes qui s'occupent de personnes âgées. Un peu plus de la moitié des pays seulement assurent la pleine application d'un ensemble de 12 lois dont on considère généralement qu'elles permettent de prévenir la violence, même si 80% des pays les ont adoptées. Enfin, la moitié des pays seulement ont mis en place des services visant à protéger et soutenir les victimes de violence.

Pour remédier à cette situation, le rapport recommande les mesures suivantes : l'intensification des programmes de prévention dans tous les pays ; le renforcement de la législation et de l'application des lois revêtant de l'importance pour la prévention de la violence ; le renforcement de l'institution judiciaire et des organismes chargés de la sécurité de manière à faire respecter la légalité ; et l'amélioration des services destinés aux victimes.

« Les lois qui protègent les citoyens contre les actes de violence envoient un message clair à la société sur ce qui est acceptable » a déclaré Yury Fedotov, Directeur exécutif de l'ONUDC. « Avec ce Rapport de situation mondiale 2014 sur la prévention de la violence, nous disposons d'un outil précieux pour identifier les lacunes de la législation et de la mise en application dans les pays, qui peut contribuer à indiquer quelles actions ultérieures sont nécessaires pour réduire les actes de violence ».

## Avec près de 350.000 boat people en 2014, le HCR appelle à sauver des vies



**10 décembre** - Face au nombre croissant de personnes s'engageant dans de dangereuses traversées des mers en quête d'asile ou pour migrer, la communauté internationale est en train de perdre de vue la priorité de sauver des vies, a déclaré mercredi le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, António Guterres, pointant du doigt la confusion qui règne entre les pays côtiers et les blocs régionaux sur la réponse à apporter.

Dans le cadre des préparatifs en cours pour l'ouverture, le jour même à Genève, du Dialogue 2014 du Haut-Commissaire – un forum informel de discussion sur les politiques, dont la priorité de cette année est la « Protection en mer » – M. Guterres a déclaré que certains gouvernements se focalisaient davantage sur le maintien des étrangers hors de leurs frontières que sur le respect de l'asile.

« C'est une erreur, et précisément la mauvaise réaction à avoir dans une période où un nombre record de personnes fuient la guerre », a affirmé le Haut-Commissaire. « Tous les pays ont des préoccupations de sécurité et de gestion de l'immigration, mais les politiques doivent être conçues de manière à ne pas conduire à ce que les vies humaines deviennent des dommages collatéraux ».

Selon M. Guterres, si la nature clandestine de ces traversées en mer rend difficiles les comparaisons fiables avec les années précédentes, l'année 2014 connaîtrait un niveau record. D'après les estimations, au moins 348 000 personnes dans le monde ont entrepris ces dangereux périple depuis début janvier. Bien que la migration constitue historiquement la principale motivation, en 2014, le nombre de demandeurs d'asile impliqués a augmenté, a précisé le Haut-Commissaire.

« L'Europe, confrontée à des conflits au sud (Libye), à l'est (Ukraine) et au sud-est (Syrie/Iraq) connaît actuellement le plus grand nombre d'arrivées par la mer », a poursuivi M. Guterres, ajoutant que si toutes les personnes ne nécessitent pas l'asile, plus de 207 000 d'entre elles ont traversé la Méditerranée depuis début janvier, soit presque trois fois plus que le précédent pic connu en 2011.

En plus de la Méditerranée, le Haut-Commissaire a fait état d'au moins trois autres itinéraires maritimes importants actuellement utilisés par les migrants et par les personnes fuyant les conflits ou la persécution : la région de la Corne de l'Afrique (82.680 personnes), l'Asie du sud-est (54.000 personnes) et les Caraïbes (au moins 4.775 personnes).

Déplorant les 4.272 décès connus à ce jour pour l'année 2014, victimes du crime international organisé en chemin, M. Guterres a pointé du doigt l'incapacité des gouvernements à contenir le flux ou empêcher les morts en route.

« Vous ne pouvez pas utiliser des moyens de dissuasion pour empêcher une personne de fuir pour sauver sa vie, sauf en augmentant les dangers », a affirmé António Guterres. « Il faut s'attaquer aux vraies causes profondes, c'est-à-dire examiner les raisons pour lesquelles les personnes fuient, ce qui les empêche de chercher asile par des moyens plus sûrs, et ce qui peut être fait pour sévir contre les réseaux criminels qui prospèrent dans ce contexte, tout en protégeant les victimes. Cela signifie également disposer de systèmes adéquats pour gérer les arrivées et distinguer les vrais réfugiés de ceux qui ne le sont pas ».

## Le Fonds vert pour le climat franchit le cap des 10 milliards de dollars



**10 décembre** - L'objectif visant à atteindre un montant de 10 milliards de dollars de contributions au Fonds vert pour le climat a été dépassé, s'est félicité mercredi à Lima le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon.

Cette annonce est intervenue suite à de nouveaux engagements de contribution pris lors de la Conférence sur le climat à Lima, notamment de la part de pays en développement et du pays hôte, le Pérou.

M. Ban a salué le fait que cette capitalisation initiale du Fonds permettra de renforcer la confiance entre les différentes parties ayant participé, durant les deux années écoulées, aux travaux d'élaboration d'un nouvel accord sur le changement climatique d'ici 2015.

« Cette capitalisation initiale constitue un acompte non seulement sur la confiance mais aussi sur des mesures pour réduire les émissions et renforcer la résilience climatique dans les pays en développement », a précisé le Secrétaire général. « Ce n'est qu'un début, mais qui permettra de donner un nouvel élan à la montée en puissance du financement climatique, afin d'atteindre les 100 milliards de dollars par an d'ici 2020 ».

M. Ban a ainsi exhorté tous les pays à tenir leurs engagements de contribution dans les plus brefs délais, tout en appelant de ses vœux une augmentation du nombre de gouvernements contribuant au financement climatique.

Par ailleurs, une nouvelle initiative a été lancée mercredi dans le cadre de la Conférence sur le climat afin de stimuler la lutte

contre le changement climatique en améliorant la mesure des réductions d'émissions de gaz à effet de serre, s'est félicité le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Achim Steiner.

Selon le Directeur exécutif, « l'Initiative 1 Gigatonne », coordonnée par le PNUE avec l'appui du gouvernement de la Norvège, est née du constat que de nombreux pays en développement ne mesuraient pas les réductions des émissions de gaz à effet de serre consécutives à la mise en œuvre de projets promouvant l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables.

« La nouvelle initiative est convaincue qu'une fois mesurées, ces réductions s'élèveraient à environ une gigatonne [un milliards de tonnes de dioxyde de carbone] par an d'ici 2020 », a expliqué M. Steiner, ajoutant qu'un tel instrument de mesure permettrait d'évaluer concrètement les avancées réalisées, encourageant du même coup l'adoption de politiques d'amélioration de l'efficacité énergétique par les gouvernements.

« L'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, quoique de plus en plus en vogue, sont encore à bien des égards une mine d'or inexploitée capable de réduire considérablement la menace d'un changement climatique grave, d'économiser de l'argent et d'aider à répondre à l'objectif de l'initiative Énergie durable pour tous visant à donner accès à chaque habitant de la planète à des formes énergétiques propres et modernes », a déclaré M. Steiner.

Selon le rapport 2014 du PNUE sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction d'émissions, afin de limiter la hausse de la température mondiale à 2°C, la neutralité carbone dans le monde doit être atteinte d'ici la seconde moitié du siècle.

Cependant, le monde n'est pas sur la bonne voie pour atteindre cet objectif », a déploré le Directeur exécutif. Dans ce contexte, a-t-il ajouté, la promotion de l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables peuvent faire la différence.

« L'Initiative 1 Gigatonne nous encourage tous à intensifier nos efforts pour promouvoir les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique dans les pays en développement afin d'atteindre l'objectif de 2 degrés », a salué M. Steiner.

L'Initiative 1 Gigatonne est ouverte à la participation des pays développés et en développement ainsi que des organisations intergouvernementales, du secteur privé et de la société civile.

## L'ONU anticipe un retour à la croissance économique mondiale



**10 décembre** - La croissance économique mondiale devrait se poursuivre au cours des deux prochaines années, selon un rapport de l'ONU rendu public mercredi, en dépit des conséquences de la crise financière et de l'émergence de nouveaux défis, notamment les conflits géopolitiques comme en Ukraine et l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest.

Selon l'étude, intitulée « Rapport 2015 sur la situation et les perspectives de l'économie mondiale des Nations Unies », la croissance sera de 3,1% en 2015 et de 3,3% en 2016. Ces chiffres, indique le rapport, sont plus élevés que la croissance de 2,6% enregistrée cette année, durant laquelle sont rythme a été modéré et inégal.

« Alors que certains indicateurs économiques sont positifs, ce qui indique la possibilité d'un retour progressif à la croissance, de nombreux risques et incertitudes pourraient ruiner les efforts visant à remettre l'économie mondiale sur les rails », a déclaré le Directeur de la Division de l'analyse des politiques de développement du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, Pingfan Hong.

Le rapport précise également que le chômage est resté historiquement élevé dans certaines régions, même s'il semble avoir cessé d'augmenter. Les flux d'investissements étrangers restent quant à eux la source la plus stable de financement pour les pays en voie de développement.

Toujours selon le rapport, les Etats-Unis ont connu une année globalement satisfaisante du point de vue économique, affichant une croissance supérieure à 2% en 2014 et des prévisions de croissance de 2,8% et de 3,1% en 2015 et 2016,

respectivement. L'étude précise toutefois que la politique de rigueur de la Réserve fédérale présente des risques importants pour les perspectives économiques mondiales dans un contexte de dollars fort.

En Europe occidentale, le rapport indique que le Produit Intérieur Brut (PIB) n'a pas réussi à retrouver son niveau antérieur à la récession. La reprise économique dans la zone euro est précaire, précise le document, et la dynamique de croissance est relativement lente, de sorte qu'un événement exogène pourrait faire sombrer la région dans la récession.

S'agissant des autres régions, le rapport prévoit une dynamique de croissance soutenue en Afrique, avec une croissance du PIB de 4,6% en 2015 et de 4,9% en 2016. L'Asie de l'Est devrait également connaître une forte croissance, autour de 6% dans les deux années à venir. Quant à l'Asie du Sud, le rapport prédit une reprise progressive de la croissance.

Au titre des menaces potentielles pesant sur le développement économique mondial, le rapport de l'ONU mentionne la volatilité des prix du pétrole et les crises géopolitiques, notamment en Ukraine, en Irak, en Libye ou en Syrie.

## Afrique centrale : le Conseil de sécurité reste préoccupé par la menace posée par la LRA



Les ruines d'une maison incendiée par des combattants de la LRA dans le village de Nguili-Nguili, en République centrafricaine. Photo: HCR/D.Mbaioem

**10 décembre** - Le Conseil de sécurité des Nations Unies s'est déclaré mercredi préoccupé par la persistance de la menace posée par l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) dans certaines parties de l'Afrique centrale.

Dans une déclaration du Président du Conseil de sécurité, le Conseil a condamné de nouveau fermement « les attaques inqualifiables, les crimes de guerre et crimes contre l'humanité, et les violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme perpétrés par la LRA ».

Il a exigé de la LRA qu'elle cesse immédiatement toutes attaques et lui a demandé instamment de libérer tous ceux qu'elle a enlevés, et de désarmer et démobiliser ses éléments.

Le Conseil de sécurité a réitéré son ferme soutien à l'Initiative de coopération régionale pour l'élimination de la LRA menée par l'Union africaine. Il a salué les progrès non négligeables accomplis par la Force régionale d'intervention et les pays qui lui fournissent des contingents.

Le Conseil trouve « préoccupant que le gros de la LRA soit passé de la République centrafricaine au nord-est de la République démocratique du Congo, mais poursuive ses attaques dans l'est de la République centrafricaine ». Il « engage tous les États où sévit la LRA à veiller, conformément au droit international, à ce que des éléments de la LRA ne trouvent pas refuge sur leur territoire. »

Le Conseil « constate que le nombre, l'intensité et la violence des attaques, meurtres et enlèvements perpétrés par la LRA reculent et que le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU a revu à la baisse son estimation du nombre de personnes déplacées par la menace que représente la LRA. »

Le Conseil a rappelé que les mandats d'arrêt décernés par la Cour pénale internationale (CPI) contre les chefs de la LRA, dont Joseph Kony, pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité n'ont pas encore été exécutés, et a demandé à tous les États de coopérer avec les autorités nationales compétentes et la Cour.

## L'ONU lance la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine



**10 décembre** - Le lancement de la « Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine » est un moment historique doublé d'une avancée significative a déclaré mercredi dans un discours prononcé à cette occasion le Président de l'Assemblée général des Nations Unies, Sam Kutesa.

« Avec le lancement de cette Décennie, l'Assemblée générale prouve que les difficultés touchant les personnes d'ascendance africaine sont une source de préoccupation dans le monde entier, et pas uniquement sur le continent américain », a affirmé le Président de l'Assemblée général à l'entame de son allocution.

Dans sa résolution A/68/L.34, l'Assemblée générale a décidé le 19 décembre 2013 que la décennie allant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2024 serait la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine. Assortie d'un Programme d'action et dotée d'un budget de 5,5 milliards de dollars, la Décennie a pour thème « Personnes d'ascendance africaine : considération, justice et développement ».

Reprenant ces trois grands thèmes, à commencer par celui de la « considération », le Président s'est félicité de l'adoption en 2001 par la communauté internationale de la Déclaration et du Programme d'action de Durban (DDAP) lors de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée.

« La DDAP a confirmé ce que nous tenions tous déjà pour être vrai, à savoir que les personnes d'ascendance africaine souffrent encore des conséquences résiduelles de l'esclavage, de la traite des esclaves et du colonialisme », a précisé M. Kutesa, ajoutant que les actions entreprises dans le cadre de la Décennie, treize ans après Durban, devront contribuer efficacement à l'amélioration des conditions de vie de millions de personnes d'ascendance africaine à travers le monde.

S'agissant de la « justice », le Président s'est inquiété du fait que les personnes d'ascendance africaine soient trop souvent les victimes de crimes et de violences, s'exposant également à des discriminations lorsqu'elles demandent réparation. « Dans certaines sociétés, il s'agit là d'un problème est endémique », a ajouté M. Kutesa.

Sur le thème du « développement », le Président de l'Assemblée général a salué la reconnaissance par la communauté internationale de la corrélation entre discrimination et pauvreté. « Malgré les preuves abondantes et irréfutables des contributions des personnes d'ascendance africaine au développement de nos sociétés, trop souvent, ils sont marginalisés, stigmatisés et victimes de stéréotypes », a-t-il ajouté, exhortant les Etats membres à prendre des mesures pour mettre un terme à ces discriminations.

« Cette Décennie est l'occasion d'unir nos voix et de renouveler notre engagement politique en faveur des droits de l'homme universels ainsi que de donner un nouvel élan à l'élimination de toutes les formes de racisme et de discrimination raciale, contre quiconque et en tout lieu », a déclaré en conclusion M. Kutesa.